

BASSIN D'EMPLOI

POLD

POUR UN TERRITOIRE
DYNAMIQUE
EN MATIÈRE
D'EMPLOI ET DE
DÉVELOPPEMENT
ÉCONOMIQUE

Livre blanc
2023

SOMMAIRE

3 Introduction

4 Édito

8 L'emploi

12 L'entrepreneuriat

16 L'attractivité

20 Les perspectives



Cohérence, efficacité, exigence,

tels sont les objectifs du Bassin d'emploi piloté par l'État, la Région Île-de-France et l'Établissement public territorial Paris Ouest La Défense.

Née d'une volonté publique commune, la mise en place du Bassin propose une meilleure coordination des politiques et des acteurs. Cette dynamique s'inscrit dans le cadre d'une vision stratégique partagée en matière de développement économique, d'emploi et de formation.

Parce qu'elle a vocation à soutenir et à valoriser tous les acteurs locaux, ainsi que les dispositifs qui ont fait leurs preuves, et parce qu'elle a déjà produit des résultats, cette initiative partenariale mérite d'être mise en avant.

C'est l'objet de ce Livre blanc qui présente non seulement la démarche, ainsi que celles et ceux qui l'animent, mais aussi une sélection d'actions qui prouvent que le dialogue, la concertation et le partage d'expérience garantissent l'éclosion et la diffusion des bonnes idées et des bonnes pratiques.

25 Bassins d'emploi en Île-de-France

Impulsée par l'État et la Région, la démarche des Bassins d'emploi a été initiée en 2016. Elle définit des périmètres géographiques de référence pour répondre aux besoins économiques identifiés par les acteurs du territoire. Les Bassins d'emploi ont pour objectifs de faciliter la coordination et l'articulation des différentes politiques publiques en matière d'emploi, de formation et de développement économique ; d'assurer des fonctions d'observation, notamment des métiers en tension économique ; de simplifier le paysage institutionnel existant et remplacer toute autre instance locale dans ces domaines.



Quels sont les enjeux qui se nouent autour du Bassin d'emploi de POLD ?

FM : Pour l'efficacité de nos politiques publiques et la réussite de nos entreprises, l'enjeu primordial réside dans l'articulation des moyens, et outils de droit commun, relevant de chacun des acteurs publics (État, collectivités locales, ...) et de l'initiative privée. Cette synergie est la plus à même d'adapter les atouts territoriaux et l'offre de service à un besoin local, et d'en assurer un rayonnement à plus large échelle (emploi, formation continue et apprentissage, économie...). Surtout au sortir des dernières crises ! Le Bassin d'emploi est, et sera plus encore à l'avenir, alors que l'État va déployer France Travail, un prisme de collaboration pertinent, car cette dynamique répond aux ambitions d'efficacité de l'action publique. Et en 3 ans seulement, les résultats sont d'ores et déjà concrets !

JCR : Être un des pilotes majeurs du Bassin d'emploi permet à Paris Ouest La Défense d'optimiser l'efficacité des actions menées sur son territoire. Ainsi, à titre d'exemple, POLD a été le premier territoire à créer, en collaboration avec l'État et la Région, un support de marketing territorial comprenant des chiffres-clés, des indicateurs et une cartographie des ressources.

En quoi la démarche est-elle innovante ?

JCR : L'intérêt de la démarche est de fédérer les forces vives du territoire pour valoriser les actions et en développer de

nouvelles, toujours en étant au plus près des besoins des usagers. **Une véritable dynamique se crée entre les acteurs** et permet de proposer des événements innovants comme la journée de l'entrepreneuriat au féminin ou encore l'offre d'accompagnement Cybiah en matière de cybersécurité pour les TPE et PME.

DG : Le Bassin d'emploi ancre la Région dans le partenariat local, permet de rendre son action plus visible, en communiquant mieux sur les stratégies et dispositifs régionaux. À titre d'exemple, nous avons le 13 juin 2023 organisé, en présence de Yoann Blais, sous-préfet chargé du développement économique et de l'emploi, d'Alexandra Dublanche, vice-présidente de la Région Île-de-France, en charge de la Relance, de l'Attractivité, du Développement économique et de l'Innovation et de Patrick Ollier, vice-président de POLD en charge du développement économique et de l'innovation et président de la métropole du Grand Paris, une présentation des aides économiques aux TPE/PME du Bassin.

Le Bassin permet d'associer la Région à l'émergence de projets locaux : nous avons ainsi accompagné la préfiguration du Catalyseur de l'innovation et de l'entrepreneuriat. Plus globalement, la Région prête un œil attentif aux projets de POLD qui renvoient aux axes stratégiques du SRDEII, aux filières et technologies prioritaires : le Campus Cyber, les nouveaux équipements autour de la santé ou de la transition

écologique, les entreprises innovantes du Catalyseur, l'économie circulaire...

Quelles sont les perspectives du Bassin d'emploi du territoire ?

DG : Le Bassin permet à la Région d'engager une relation de proximité avec les territoires, favorisant la recherche de solutions très opérationnelles, au plus près des besoins des acteurs économiques. Il a permis de créer des coopérations réussies !

Le territoire a dans ce cadre pu bénéficier d'une intervention importante de la Région et de ses dispositifs : de 2020 à juin 2023, **plus de 28,5 millions d'euros d'aides** ont été attribuées à **plus de 2 500 bénéficiaires**, au titre des financements du Pôle Entreprises et Emploi de la Région. C'est conséquent ! Le Bassin a permis aussi de présenter des solutions de porteurs de projets innovants, de soutenir des expérimentations, de coordonner des acteurs sur des projets précis... Nous mettons tout en œuvre pour avoir une instance souple pour proposer des solutions qui servent tout le territoire.

FM : De nouvelles thématiques, en lien avec des stratégies locales, ont également été travaillées. C'est dans ce contexte que l'État a participé à la mise en œuvre d'une Rencontre de l'économie circulaire et de la transition alimentaire. Pour soutenir **l'économie sociale et solidaire**, tout en favorisant l'insertion professionnelle, l'État assure la continuité des financements pour la vingtaine de structures conventionnées sur POLD.

Par ailleurs, le Président de la République a initié en 2020 la création du **Campus cyber**, doté d'un capital de près de 9 millions d'euros dont **3,5 millions de fonds d'État** (France 2030), un espace d'innovation unique qui marque notre engagement dans ce secteur. Enfin, dans le domaine de la **santé**, l'État finance des porteurs de projets ayant pour objectif la structuration de la filière, notamment pour remédier aux problématiques de recrutement.

Je tiens à remercier l'ensemble de nos partenaires et les collectivités qui se mobilisent pour l'attractivité et la réussite du territoire. Demain, plus encore, par notre capacité à voir et faire ensemble, nous œuvrerons collectivement, pour un département prospère, inclusif, innovant et résilient.

Interview croisée



Fatou MANO
Sous-préfète chargée
du développement économique
et de l'emploi auprès du préfet
des Hauts-de-Seine



Denis GABRIEL
Conseiller régional
et élu référent du Bassin



Joëlle CECCALDI-RAYNAUD
Présidente de Paris Ouest
La Défense

LE PROJET

Le Bassin d'emploi de Paris Ouest La Défense : une démarche participative, des priorités sur mesure depuis 2018

Bassins d'emploi : philosophie générale...

C'est dans l'idée de travailler à la mise en œuvre d'une stratégie partagée de développement que l'État et la Région Île-de-France ont initialement lancé les Bassins d'emploi. Aujourd'hui encore, le nouveau Schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation (SRDEII), Impact 2028, encourage des relations renforcées aux territoires, notamment à travers la démarche des Bassins d'emploi.

Pas question cependant de créer de nouvelles institutions ou d'ajouter une strate de décision, l'enjeu de ce projet est avant tout de connecter les acteurs entre eux, de simplifier et de fluidifier leurs relations.

Le Bassin d'emploi définit le périmètre de mobilisation des dispositifs de droit commun et d'expérimentation d'actions structurantes innovantes.

... et déclinaisons locales

Avec pour maître mot la coordination, les Bassins d'emploi visent plus de cohérence, d'efficacité et d'exigence. Fort de telles ambitions, le Bassin d'emploi de Paris Ouest La Défense, en adéquation avec les priorités du SRDEII, s'est doté d'une méthodologie et d'une gouvernance propres.

Dès 2018, l'État et la Région ont eu à cœur de mettre en place une gouvernance opérationnelle.

En lien avec les stratégies nationales et régionales, les priorités du territoire ont été identifiées par des groupes de travail menés par Isabelle Herrero¹, Denis Gabriel² et Jacques Kossowski³. Tous les acteurs locaux du développement économique, de l'emploi, de l'éducation, de la formation professionnelle et de l'insertion ont été invités à cette première phase de diagnostic et de hiérarchisation des enjeux.

Trois axes stratégiques structurants

S'appuyant sur des informations chiffrées, ces acteurs de terrain ont collectivement esquissé les priorités du Bassin d'emploi : réduire le chômage, notamment des cadres et des seniors ; repérer les métiers émergents et les nouvelles compétences recherchées par les entreprises ; dynamiser les TPE-PME qui y sont implantées ; atténuer les disparités entre La Défense et les autres secteurs et renforcer l'attractivité du territoire.

À l'issue de ces premiers échanges, trois axes stratégiques majeurs se sont dégagés : l'emploi, l'entrepreneuriat et l'attractivité du territoire. Trois groupes de travail se sont alors montés pour définir la feuille de route pour chacun de ces axes pour l'année à venir.

Lancement effectif de la démarche

Les résultats de ces travaux ont ensuite été présentés aux représentants de l'État, de la Région et de Paris Ouest La Défense, lors du comité restreint de juin 2019, au cours duquel ils ont validé les trois axes prioritaires du Bassin d'emploi. Les premières actions opérationnelles ont pu démarrer à l'automne 2019.

Essentielle, cette mobilisation originelle des acteurs de terrain est constitutive de l'identité et du fonctionnement du Bassin d'emploi. Elle s'est d'ailleurs pérennisée : en effet, chaque année, l'assemblée plénière réunit cinquante à soixante acteurs locaux, qui dressent le bilan des actions menées. De son côté, le comité restreint adapte les priorités stratégiques du Bassin en fonction de ce bilan et de l'évolution du contexte économique.

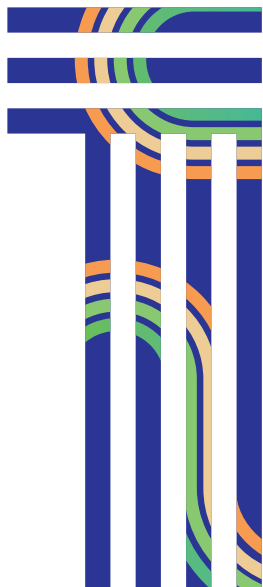
¹ Sous-préfète au développement économique et à l'emploi auprès du préfet des Hauts-de-Seine

² Conseiller régional, élu référent du Bassin d'emploi POLD

³ Président de l'EPT POLD

UNE GOUVERNANCE À DEUX ÉTAGES

Si le **comité restreint** - composé des représentants de la Préfecture, de la Région et de Paris Ouest La Défense - redéfinit chaque année la feuille de route à venir, il s'appuie pour cela sur les échanges qui ont eu lieu, au préalable, au sein de **l'assemblée plénière**. Celle-ci réunit une fois par an cinquante à soixante acteurs locaux, issus d'une grande diversité d'horizons et de réseaux professionnels. Au cours de cette assemblée, les participants dressent un bilan des actions menées et font remonter de nouveaux besoins.



(Ré) insertion professionnelle : des actions pour tous les publics

En juin 2019, lors du deuxième comité restreint du Bassin d'emploi de Paris Ouest La Défense, l'État, la Région et l'EPT ont arrêté trois axes de travail prioritaires, au premier rang desquels l'emploi. Compte tenu des spécificités socio-économiques du territoire, trois « sous-axes » ont été identifiés et travaillés dans le cadre d'un partenariat fort avec Pôle emploi.

L'insertion et l'emploi des jeunes

Plusieurs dispositifs, tels que l'action Chope ton taf (voir page 9), ont été soutenus par le Bassin d'emploi de Paris Ouest La Défense. L'accent a également été mis sur le développement de l'apprentissage, grâce à des actions de sensibilisation et de promotion, auprès des jeunes, des employeurs et des prescripteurs, avec un appui soutenu de la mission locale Rives de Seine et de la Maison de l'emploi de Nanterre.

Le retour à l'emploi des seniors

Sur un territoire qui compte beaucoup de cadres en reconversion et une part importante de seniors parmi les demandeurs d'emploi, ce sujet a particulièrement mobilisé les réseaux d'acteurs du Bassin d'emploi. L'Entreprise Éphémère Senior (voir page 10) fait partie des nombreux dispositifs déployés et soutenus.

L'accompagnement des entreprises qui connaissent des difficultés de recrutement

Le diagnostic établi à l'échelle du territoire a révélé la nécessité d'un accompagnement des entreprises qui rencontrent des difficultés de recrutement, dans les métiers de la sécurité, des services à la personne ou encore de l'hôtellerie-restauration, mais aussi des métiers plus qualifiés du secteur du numérique (voir page 11).

CHOPE TON TAF

Action soutenue par l'État



Innover pour et avec les jeunes

Né à Suresnes, Chope Ton Taf crée l'événement tous les printemps. Destiné aux jeunes de 16 à 30 ans, ce dispositif fédère, toute l'année, une diversité d'acteurs qui échangent idées et bonnes pratiques, pour soutenir, ensemble, l'emploi des jeunes. Retour sur une success story locale.

Printemps 2020, le Covid bat son plein. À l'étude depuis plusieurs semaines, la première édition de Chope Ton Taf sera donc digitale. Qu'il s'agisse des ateliers de préparation à l'emploi, pour que les jeunes travaillent leur CV, leur savoir-être, leur confiance en eux... ou des rencontres pour postuler à des postes. « Les jeunes étaient tellement en demande dans cette période difficile que ça a très bien marché, relate Anne Pfersdorff, responsable de l'unité emploi/insertion à la mairie de Suresnes. Le succès tient aussi à la qualité du partenariat avec Pôle emploi et la Mission locale. »

Trois ans plus tard, alors que le comité de pilotage de Chope Ton Taf prépare une 4^e édition, en avril 2024, les échanges entre acteurs locaux restent la clé de la réussite d'un événement qui se déploie désormais au-delà des frontières de Suresnes. « On met autour de la table des gens qui n'ont pas l'habitude de se parler, souligne Anne Pfersdorff. Le secret tient au fait qu'on part de la connaissance des jeunes que possèdent les acteurs de terrain. » Car ils sont les mieux placés pour savoir comment

#CHOPE TON TAF

les capter, surtout ceux qui sont sortis des radars ; comment leur parler et les intéresser. « On n'attire pas les mouches avec du vinaigre, sourit la responsable. Dans la mise en relation de l'offre et de la demande d'emploi, il faut que les différents partenaires fassent un effort pour créer des événements ludiques et interactifs. »

Fort de l'expérience acquise et du succès de l'événement, la Ville de Suresnes a développé, avec la Région, une marque Chope Ton Taf, avec différents outils de communication qu'elle met à la disposition des villes du Bassin d'emploi de Paris Ouest La Défense.



La Région est présente sur l'événement et y contribue financièrement à hauteur de

20 000 euros

ACCÈS À L'EMPLOI : INTENSIFIER LE SUIVI DES BÉNÉFICIAIRES DU RSA

À raison de deux rendez-vous mensuels - au lieu d'un seul - la Ville de Suresnes planifie pendant 18 mois un suivi plus régulier des bénéficiaires du RSA de son territoire. Rendu possible dans le cadre d'une convention de partenariat signée avec le Conseil départemental, ce dispositif dynamique est en priorité destiné aux personnes les plus proches de l'emploi, qui commencent tout juste à percevoir le RSA.

ENTREPRISES ÉPHÉMÈRES

Action soutenue par l'État

LES
ENTREPRISES
ÉPHÉMÈRES



Séniors, mais bel et bien « Activ'acteurs »

Le taux de chômage des séniors étant élevé sur le territoire, le sujet a été particulièrement travaillé par les partenaires du Bassin d'emploi. Un exemple : l'expérimentation menée à Courbevoie à l'automne 2022.

Embarquer, pour sept semaines, 50 à 60 demandeurs d'emploi, pour qu'ils créent ensemble une entreprise factice et mettent cette aventure collective au service de leur projet professionnel individuel, tel est le principe des « entreprises éphémères ». Celle qui est née le 13 septembre 2022 à Courbevoie avait pour triple particularité de réunir des plus de 45 ans (dont 25 personnes âgées de plus de 60 ans), 90 % de chômeurs longue durée et 60 % de cadres.

Déterminés à tordre le cou à l'idée selon laquelle les séniors n'auraient pas la pêche, les « associés » ont baptisé leur entreprise « Activ'acteurs ». « Ils ont structuré leur entreprise en pôles, explique Sandrine Gineste, co-fondatrice et directrice associée du cabinet de conseil LE 30 FAB. Chaque pôle a contribué au projet général, à savoir que chacun retrouve une vie professionnelle durable. »

Tandis que les pôles « call center » et « face à face » prospectaient par téléphone et sur le terrain, pour dénicher des offres d'emploi, le pôle « web » les mettait en ligne. De leur côté, le pôle « ressources humaines » aidait les associés à peaufiner leur CV et à se préparer aux entretiens et le pôle « communication » interpellait les médias pour attiser la curiosité d'éventuels recruteurs. « Tous les matins, on a accueilli des entreprises venues présenter leurs opportunités d'emploi, raconte Sandrine Gineste. C'est la preuve que des entreprises recrutent des séniors, contrairement à ce qu'on dit trop souvent. »

Bilan des courses : grâce à la mise à disposition d'un coach, au-delà des sept semaines, le dispositif a enregistré 32 sorties positives sur 48 personnes qui l'ont suivi jusqu'au bout. Soit 32 personnes qui ont trouvé une formation, un emploi durable (CDD de plus de six mois ou CDI) ou un projet de création d'entreprise.

Fort de cette première expérience, le cabinet LE 30 FAB a démarré fin novembre 2023 à Rueil-Malmaison une nouvelle entreprise éphémère, avec cette fois-ci 100 % de cadres, qui devaient être accompagnés pendant douze semaines.



Plus de
1000 personnes
accompagnées vers
la formation ou l'emploi



357 offres
d'emploi dénichées
en moyenne par chaque
Entreprise Éphémère

ACTIONS MÉTIERS

Action soutenue par l'État

CMA
Chambres
de Métiers
et de l'Artisanat



Un réseau au service de l'emploi

Déployé sur toute l'Île-de-France, le Réseau Actions métiers aide au recrutement sur les métiers en tension. Les explications de France-Lise Pioche et Marjorie Audemar, de la Chambre des métiers et de l'artisanat (CMA).

Quels sont les objectifs de ce Réseau ?

France-Lise Pioche, responsable formation continue/emploi à la CMA : Il s'agit d'aider au rapprochement entre l'offre et la demande sur les métiers en tension, au-delà des seuls secteurs d'activité de la CMA. Notre mission est donc de repérer ces métiers et de donner l'occasion aux entreprises de les faire découvrir.

Quelle est l'originalité de cette action ?

Marjorie Audemar, conseillère emploi à la CMA : Nous allons dans les entreprises, pour prendre la mesure de leurs besoins, de leurs critères de recrutement et des conditions de travail. Nous acquérons ainsi une meilleure connaissance des métiers et devenons de meilleurs ambassadeurs des entreprises. Il est alors plus facile de détecter les bons profils et de procéder à une pré-sélection

des candidatures. La visite de la Maison du chocolat de Nanterre a par exemple débouché sur trois recrutements.

À l'échelle de Paris Ouest La Défense, quels sont les métiers en tension ?

FLP : Ceux de la sécurité, des services à la personne, du transport et de la logistique, mais aussi de l'hôtellerie/restauration, du nettoyage, de la coiffure, de la boulangerie, de la boucherie ou encore certains métiers du bâtiment. Notre but est de faire mieux connaître ces milieux, sur lesquels circulent des idées souvent erronées.

Grâce à quels outils ?

MA : En plus des visites d'entreprises, nous organisons des rencontres entre les prescripteurs, les acteurs de l'emploi et les entreprises ; nous participons à tous les événements emploi pour parler de ces métiers, susciter des candidatures, faire circuler les CV. Nous « allons vers » mais nous sommes aussi sollicités : nous avons par exemple récemment relayé la demande de la Maison de l'emploi de Nanterre pour le recrutement de foreurs, le Réseau les a trouvés sur d'autres communes.



+ 10 000
offres d'emploi relayées
par le réseau Actions Métiers, sur
le territoire régional, depuis 2018



+ 700 cv
transmis aux quelques
200 partenaires
du Réseau



Encourager l'esprit d'entreprise dans tous les domaines

Dispositif clé, le Catalyseur de l'innovation et de l'entrepreneuriat de Paris Ouest La Défense (avec le soutien des 11 villes du territoire) est un outil performant au service du développement et de la reprise d'entreprises sur le territoire. Ses différents programmes s'adaptent aux attentes des entreprises, qui ont besoin d'aides financières, de mise en réseaux et d'accompagnement sur le long terme.

Une ambition : créer des liens et des échanges d'expérience

Réseau d'acteurs, publics et privés, le Catalyseur de l'innovation et de l'entrepreneuriat propose aussi un lieu ressources à Cœur Défense, d'où les projets peuvent prendre leur envol (voir page 13). Les contacts s'y nouent, les idées y infusent, les conseils s'y diffusent...

Des initiatives tournées vers les femmes entrepreneures

À raison de rendez-vous réguliers avec celles et ceux qu'il accompagne, le Catalyseur de l'innovation et de l'entrepreneuriat, et son partenaire France Active Métropole, met en relation les porteurs et porteuses de projet qui se lancent, avec des chef.fe.s d'entreprise aguerri.e.s. Son réseau territorial de femmes entrepreneures propose des rendez-vous et des financements qui leur sont dédiés (voir page 14).

La valorisation de l'innovation

Inventif dans son fonctionnement, avec la diversité des e-services de sa plateforme numérique, le Catalyseur de Paris Ouest La Défense est délibérément tourné vers l'innovation. Tout au long de l'année, son réseau Les Numersives crée des liens entre les lieux d'innovation du territoire, et entre les actions qui y éclosent. Chaque année, il met à l'honneur des lauréats de solutions innovantes au travers des jurys du Prix de l'innovation POLD associant tous ses partenaires. Il remet aussi différents prix de l'innovation en lien avec les partenaires du Bassin (voir page 15).

LE CATALYSEUR DE L'INNOVATION ET DE L'ENTREPRENEURIAT



La réalité virtuelle au service d'un bien-être réel

Issus du monde du cinéma, les deux fondateurs de VR4GOOD, Vincent Deforge et Thomas Levassor, comme leurs associés Ysée Brisson et Jean-Marc Moro, utilisent le pouvoir immersif des images cinématographiques en 3D pour apaiser douleur et anxiété. Rencontre avec Vincent Deforge.

Comment est née l'idée d'utiliser la réalité virtuelle pour apaiser les malades ?

Tout a commencé avec Thomas Pesquet et la production du documentaire « 16 levers de soleil », en 2018 ; puis, avec le partage de ces images, à travers un casque de réalité virtuelle, avec une jeune fille hospitalisée suite à un AVC. L'effet que cela a eu sur elle a été une véritable révélation et un encouragement ! Nous avons ensuite obtenu la caution du milieu médical. Aujourd'hui, nous avons une quarantaine de programmes, sur trois thématiques, la nature, la médiation et la culture, avec des images d'une grande qualité pour un effet apaisant garanti.

Comment expliquer cet effet ?

Grâce au casque de réalité virtuelle, les images, si elles sont positives, vous reliez directement aux émotions du cerveau reptilien, elles entraînent un lâcher-prise et plongent le malade dans un état de bien-être. Une étude américaine - que nous vérifions actuellement à l'hôpital Pitié-Salpêtrière - montre qu'on fait ainsi baisser de 30 % les doses d'opioïde.

Où en est le développement de votre entreprise ?

Nous sommes aujourd'hui hébergés par le Catalyseur, à la Base 11, et nous avons été mis en relation avec beaucoup d'acteurs, dont la Région Île-de-France qui a pris une dizaine de programmes pour 150 établissements qui disposent au total de 600 casques. Le Catalyseur est pour nous un véritable accélérateur, à travers ses contacts, mais aussi l'énergie qui y règne.

LE CATALYSEUR : 3 OUTILS EN 1

Créé en 2019, le Catalyseur de l'innovation et de l'entrepreneuriat de Paris Ouest La Défense est à la fois un lieu physique, une plateforme numérique et un réseau. Il travaille en réseau avec d'autres structures du territoire de POLD, elles-mêmes financées par le dispositif régional Grands Lieux d'innovation : l'Escalator, à Levallois-Perret, financé en 2020, à hauteur de 190 000 euros, le Swave à Puteaux, financé en 2020, à hauteur de 1 million d'euros, le Campus Cyber, à Puteaux, financé en 2021, à hauteur de 2 millions d'euros, le FinD, à Nanterre, financé en 2023, à hauteur de 1 million d'euros.

Actuellement, nous cherchons à lever des fonds pour développer notre équipe commerciale et louer nos programmes à des établissements médicaux et des EHPAD en France et à l'étranger. Nous voulons également proposer nos films pour améliorer la qualité de vie au travail.



Le projet du Catalyseur a été soutenu par la Région à hauteur de

150 000 euros, dont 100 000 euros dans le cadre du dispositif Grands Lieux d'innovation.

ENTREPRENEURIAT AU FÉMININ

Prête à soulever des montagnes

Son master de gestion des entreprises en poche, Rajae El Harrak a tout de suite voulu relever le défi de l'entrepreneuriat : « Je voulais voir de quoi j'étais capable, témoigne-t-elle, ne pas être bridée et tester l'idée que j'avais en tête. » On est alors en 2019, la jeune femme, confrontée depuis toujours à la difficulté de se déplacer, veut rendre plus simple le transport des personnes en situation de handicap.

Grâce à Pôle emploi et la Chambre de commerce et d'industrie, d'abord, elle dessine les contours de son projet ; coachée et financée, ensuite, par l'AGEFIPH, elle crée Veeby A ; puis elle intègre quatre incubateurs.

À la Station F et Paris&Co, puis à La Ruche et aujourd'hui au sein du Perqo, Rajae El Harrak est accompagnée pour structurer son entreprise, développer son réseau, tester son offre de service. Tout juste trentenaire, l'entrepreneure est lauréate

en 2022 de la French tech. « C'est alors que j'ai intégré le programme Les ambitieuses de la Ruche ; c'est une expérience que j'ai adorée, confie-t-elle. Le fait de se retrouver entre femmes, ça aide à tenir à distance le syndrome d'imposteur qu'on a toutes tendance à avoir. »

Au fil de cette success story, la fondatrice de Veeby A a également bénéficié du dispositif Entrepreneur#Leader et du Catalyseur de Paris Ouest La Défense : « C'est un accompagnement précieux, souligne-t-elle, car on se sent souvent seule dans sa barque et on a besoin d'être écoutée et de partager ses interrogations. Ce suivi régulier m'a permis de ne pas me retrouver enfermée dans ma bulle et d'avoir accès aux bons contacts au bon moment. »

Quatre ans après s'être lancée, sans minimiser les obstacles rencontrés, elle valorise surtout les acquis de cette aventure : expérience professionnelle, prise de confiance et satisfaction de proposer un service de qualité aux personnes en situation de handicap.

Entrepreneur
#LEADER
Région Île-de-France

ENTREPRENEUR#LEADER

Dispositif de la Région Île-de-France, le programme Entrepreneur#Leader propose trois étapes pour faciliter la création ou la reprise d'entreprise : montage, financement et lancement du projet. À chaque étape, des experts sont présents pour accompagner les néo.chef.fe.s d'entreprises.



LE PERQO

Le Perqo est l'incubateur de la Région Île-de-France. Situé dans les locaux de la Région, cet incubateur est destiné aux porteurs de projet à impact social et environnemental visant à améliorer le quotidien des Franciliens.



Plus de 45 000 créateurs ont été accompagnés via le dispositif Entrepreneur#Leader en Île-de-France entre 2017 et 2022, dont

50 % de femmes

Sur POLD, cela représente, de 2017 à 2022, plus de **778 000 euros** dédiés à l'accompagnement des entrepreneurs sur les 3 phases du dispositif et plus de **2 310 000 euros** pour leur financement (prêts d'honneur et garanties bancaires).

LE PRIX DE L'INNOVATION



L'innovation au service de la sobriété énergétique

Été 2022, tous les voyants sont au rouge : 50 % des centrales nucléaires sont à l'arrêt, la guerre en Ukraine fait exploser les prix de l'énergie et les coupures d'électricité menacent... C'est dans ce contexte qu'est née l'entreprise Don de chaleur, récemment rebaptisée Winter.

Entre juillet et novembre 2022, il n'aura fallu que quatre mois aux cinq fondateurs de Don de chaleur pour lancer une application éponyme, avec un double objectif : aider les particuliers à faire des économies d'énergie et soutenir les associations qui luttent contre la précarité énergétique. « Les particuliers ne font pas de don directement, explique Pascale Mouget, l'une des fondatrices. Mais, comme dans une course sportive solidaire, des sponsors vont financer des associations, à hauteur des performances individuelles obtenues. »

Résultat des courses : entre novembre 2022 et mars 2023, les quelques 8 000 foyers qui ont téléchargé l'application (gratuite) ont réduit de 20 %

leur facture énergétique, ce qui a déclenché une enveloppe de 80 000 euros de dons à des associations telles que Emmaüs solidarité, le Secours Catholique ou encore la Croix Rouge insertion. Soutenue par le dispositif Innov'up*, cette initiative a reçu en juin 2023 le prix de l'innovation dans la catégorie « collaboration territoriale ».

Pour l'hiver 2023-2024, l'entreprise change de nom et fait évoluer sa solution, en diversifiant les incitations à la sobriété énergétique : si la dimension solidaire reste une option de l'application « Winter », les ménages se verront aussi proposer des conseils personnalisés à partir de leurs données de consommation et ils pourront jouer avec leurs proches à celui qui économise le plus !

Inventive et agile, Winter explore tous les leviers, en lien notamment avec l'ALEC POLD, pour encourager les particuliers à économiser leur argent et les ressources de la planète.

* Dispositif de la Région Île-de-France, en lien avec BpiFrance, qui permet d'aider les entreprises qui portent un projet d'innovation



L'ALEC, UNE AGENCE AU SERVICE DE LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE

Créée en 2019 à l'initiative de POLD dans le cadre de son Plan climat air énergie territorial, l'ALEC - Agence locale de l'énergie et du climat - est une association qui multiplie les actions d'information et de conseil en faveur de la rénovation énergétique des bâtiments. Avec un double horizon, économique et environnemental.



Se doter d'une vision stratégique du territoire

Pour renforcer l'attractivité du Bassin d'emploi de Paris Ouest La Défense, en encourageant l'émergence et le déploiement de projets d'envergure, trois sous-axes de travail ont été identifiés par les acteurs locaux dans le cadre des groupes de travaux initiaux.

Structurer des filières prioritaires

Un Schéma directeur des filières à impact a été élaboré à l'échelle du territoire de Paris Ouest La Défense, pour repérer des filières stratégiques, définir les besoins de compétences qui en découlent, mettre en place une offre de formation adaptée et se doter d'un réseau d'acteurs compétents.

Soutenir les grands projets du territoire

En lien avec le Catalyseur de l'innovation et de l'entrepreneuriat, le territoire s'est doté d'une méthodologie et d'outils inédits, pour que puissent se déployer de grands projets structurants, autour des technologies de la santé par exemple.

Construire des outils pour l'attractivité du territoire

Chiffres-clés, cartographies sectorielles, plaquettes de marketing territorial... de nombreux outils, régulièrement actualisés, permettent à Paris Ouest La Défense de valoriser les atouts économiques, industriels, sociaux et environnementaux de son territoire.

LA MOBILITÉ, LEVIER D'ATTRACTIVITÉ



Soigner le cadre de vie pour donner envie

Spécialistes du développement économique et de l'innovation, les acteurs du Bassin d'emploi de Paris Ouest La Défense sont aussi très attentifs au cadre de vie qui est proposé aux entrepreneurs et aux salariés. La mobilité, pilier du « bien vivre » en milieu urbain, a ainsi fait l'objet d'une collaboration public/privé aux retombées très intéressantes.

Lauréats en 2019 de l'appel à projet Territoire d'innovation de grande ambition, la Région Île-de-France et ses 120 partenaires, privés et publics, ont obtenu une subvention pour mettre en place un Observatoire territorial et stratégique de la mobilité (OTS MOB).

À la manœuvre, Paris Ouest La Défense, l'IFP Énergies Nouvelles (IFPEN) et l'université Paris Nanterre avaient pour mission de mesurer l'impact sur les déplacements de la mise en place du schéma directeur cyclable et, plus largement, de mieux connaître les habitudes de déplacement dans les onze villes de la collectivité. « L'enjeu était de mettre à leur disposition des outils et des méthodologies communes, pour les encourager à optimiser l'utilisation de la donnée », explique Alexandre Chasse, chef de projet à l'IFPEN.

C'est ainsi qu'est né l'OTS MOB, qui met en ligne un catalogue d'informations sur les données existantes, à l'échelle du Bassin de Paris Ouest La Défense : nombre de trajets à vélo, fréquentation des transports publics, principaux itinéraires empruntés...

« En tant qu'établissement de recherche, nous avons travaillé sur l'analyse et la façon d'exploiter ces données, pour créer des indicateurs agrégés, précise Alexandre Chasse. Nous avons réalisé un jumeau numérique qui reproduit le modèle de mobilité du territoire et qui peut aussi permettre d'évaluer les incidences sur la mobilité de toute évolution. » Notamment réglementaire, comme la future mise en œuvre des zones à faible émission.

Pour proposer des outils d'aide à la décision adaptés à chaque collectivité, l'OTS MOB recueille et centralise désormais les besoins spécifiques des villes, depuis le profil sociologique des personnes qui se déplacent sur leur commune aux conséquences du télétravail sur les flux.

« Avec l'OTS MOB, on a voulu sensibiliser les villes à l'intérêt d'utiliser de la donnée, pour mieux comprendre les déplacements, résume Alexandre Chasse. Aujourd'hui, l'enjeu est de construire des scénarios prospectifs, en fonction des différentes décisions qu'elles pourraient prendre ». Avec pour horizon d'offrir des conditions de mobilité séduisantes pour tous les usagers du territoire.



CHOOSE PARIS REGION



Rendre le territoire économiquement désirable !

Depuis 2016, Choose Paris Region est le guichet unique des investisseurs internationaux dans la région capitale. Après Paris proprement dit, c'est Paris Ouest La Défense qui attire le plus les capitaux étrangers. Damien Bidallier et Nicolas Da Silva nous font pénétrer dans les coulisses de l'agence d'attractivité internationale de la Région Île-de-France.

Quel est le rôle de Choose Paris Region ?

Damien Bidallier, responsable d'affaires : *L'agence détecte et accompagne des projets d'implantation ou de réinvestissement en Île-de-France. Le territoire de Paris Ouest La Défense enregistre à cet égard une dynamique particulière, avec de nombreux sièges sociaux du tertiaire, mais aussi un petit tissu industriel intéressant.*

Comment faites-vous la « promotion » du territoire ?

Nicolas Da Silva, en charge du marketing territorial : *nous avons élaboré un outil qui met en avant les écosystèmes par filière, pour que nos cibles prennent conscience qu'il existe sur le territoire d'autres villes que Paris, avec des incubateurs, des clusters, des universités et de l'immobilier disponible.*

La concurrence avec d'autres capitales est-elle rude ?

NDS : *Clairement ! Les grands groupes nous « benchmarkent » avec les autres agglomérations françaises et européennes.*

DB : *L'un de nos plus gros succès a été l'implantation, en 2018, de l'Autorité bancaire européenne dans la tour Europlaza à La Défense.*

Quels sont les atouts de Paris Ouest La Défense dans cette compétition ?

NDS : *Nous avons intérêt à mettre en avant certaines caractéristiques du territoire, comme la qualité de vie, les infrastructures d'éducation et de transport, mais aussi l'émulation due à la vitalité économique, avec un nombre important d'entreprises au classement Fortune 500.*

Quels services offrez-vous aux entreprises internationales qui s'installent ?

DB : *On prospecte, on vend la destination et on accompagne l'installation, en aidant aux démarches juridiques, bancaires, d'inscription des enfants à l'école... Choose Paris Region crée aussi des liens entre les acteurs du territoire, avec les élus locaux ou à travers un club de dirigeants très apprécié.*



216 projets internationaux enregistrés sur le territoire de Paris Ouest La Défense entre 2017 et 2022, avec **7757 emplois** à la clé

UNE CARTE ET DES CHIFFRES AU PROFIT DE L'ATTRACTIVITÉ



Donner à voir les atouts du territoire

Sollicité par la Région, l'Institut Paris Region réalise des cartographies et des séries d'indicateurs pour valoriser l'attractivité économique du territoire. Le point sur la méthode et les objectifs ciblés par Paris Ouest La Défense, avec Vincent Gollain, directeur du département économie de l'Institut Paris Region.

« Après avoir travaillé avec la Région sur certains territoires, des collectivités comme Paris Ouest La Défense reviennent vers nous pour approfondir l'étude et produire une carte et des chiffres qui vont leur servir de support pour accompagner leur argumentaire sur les leviers d'attractivité de leur territoire. La carte donne une première clé de lecture de façon très immédiate. Ensuite, les six thématiques, qui ont été choisies avec les partenaires de la collectivité, dessinent une représentation

partagée du territoire. C'est en effet important que des organismes, des acteurs d'un même territoire disposent d'un document commun, avec des chiffres qui affinent la représentation qu'ils veulent donner de leur territoire. L'objectif est in fine que ce document soit utilisé par Choose Paris Region, mais aussi d'autres prescripteurs de destination, pour crédibiliser et valoriser pleinement le territoire à l'international. »



l'Institut Paris Region est un organisme associé de la Région IDF

INSTITUT PARIS REGION

Il réalise des études et travaux nécessaires à la prise de décision de la Région Île-de-France et de ses partenaires. Il intervient dans de nombreux domaines tels que l'urbanisme, le logement, les transports, la mobilité, l'environnement, la biodiversité, l'énergie, les déchets, l'économie, l'emploi, la sécurité, la santé, le sport et les questions de société...

DEMAIN

LES PERSPECTIVES 2024-2026

Fixer de nouveaux caps

Suite à chaque assemblée plénière annuelle, le comité restreint du Bassin d'emploi dresse le bilan des actions menées et trace de nouvelles perspectives. Fin 2022, trois nouveaux enjeux ont ainsi été identifiés pour figurer sur la feuille de route des partenaires du Bassin, en complément des sujets déjà investis.

L'OPÉRATEUR FRANCE TRAVAIL

Au 1^{er} janvier 2024, Pôle emploi change de nom pour devenir France Travail, conformément aux dispositions de la loi pour le plein emploi.

Ce changement de nom traduit **une évolution majeure de l'opérateur principal du service public de l'emploi** créé il y a maintenant 15 ans. La loi prévoit en effet de doter le nouvel opérateur France Travail de missions élargies devant permettre de mieux accompagner toutes les personnes en recherche d'emploi et toutes les entreprises grâce à une



coopération renforcée et inédite entre tous les acteurs de l'emploi, de l'insertion et de la formation.

La déclinaison locale de France Travail pourra naturellement trouver à s'exprimer à l'échelle du Bassin d'emploi, la feuille de route du Bassin sera nécessairement enrichie de cet objectif d'inclusion professionnelle en lien avec le Conseil Départemental.

Le déploiement de France Travail est prévu au 1^{er} janvier 2025 avec une année de transition en 2024.



Faire de la cyber sécurité un enjeu territorial partagé

La décision d'inscrire la cyber sécurité sur la feuille de route du Bassin d'emploi fait suite à l'annonce de l'arrivée du Campus Cyber sur le territoire de Paris Ouest La Défense et aux opportunités ainsi créées. Opportunités en matière d'emplois, d'abord, en matière de sensibilisation des TPE/PME aux enjeux de la cyber sécurité, ensuite.

Tandis que l'année 2023 a permis d'associer les réseaux du territoire à la réflexion sur ce sujet, de nouvelles actions ont été programmées pour 2024, pour construire une offre de services pour les PME, avec un consortium de 12 partenaires coordonné par le Campus Cyber.



Inviter les acteurs de l'économie sociale et solidaire à rejoindre le Bassin d'emploi

Depuis un an déjà, plusieurs acteurs de terrain avaient fait remonter le souhait d'associer à la démarche du Bassin d'emploi les entreprises locales de l'économie sociale et solidaire (ESS).

En s'appuyant sur la stratégie régionale pour l'ESS, la convention régionale avec la CRESS* et des statistiques concernant l'ESS à l'échelle du territoire, les représentants de l'État, de la Région et de Paris Ouest La Défense ont donc décidé, lors du comité restreint de novembre 2022, d'engager le Bassin d'emploi sur cette thématique, pour faire de ce secteur un partenaire clé du développement économique local associant acteurs publics, privés et de l'ESS.

*Chambre régionale de l'économie sociale et solidaire, dont la Région finance un certain nombre d'actions d'animation dans la plupart des Bassins d'emploi d'Île-de-France.



Intégrer la santé aux réflexions et à l'innovation

Parce qu'il abrite un grand nombre d'entreprises spécialisées dans l'e-santé, les biotechnologies, la bio production et l'imagerie médicale, le territoire de Paris Ouest La Défense a naturellement vocation à proposer au Bassin d'emploi d'investir la thématique de la santé, conformément aux engagements du plan France 2030 et à l'intérêt porté par la Région à ce sujet. L'ouverture fin 2022, par l'Hôpital Foch de Suresnes, du premier centre de santé pluridisciplinaire à La Défense est venue conforter l'opportunité de cette décision, tout comme l'extension de l'Institut Curie et sa nouvelle plateforme de recherche implantée à Saint-Cloud.

CYBER SÉCURITÉ



La cyber sécurité à portée de main des PME

Né au sein du Campus cyber, sur l'esplanade de La Défense, le projet CYBIAH, l'un des 200 pôles européens d'innovation numérique*, a pour objectif d'accélérer la protection cyber des PME et des collectivités territoriales.

Rencontre avec Anne-Sophie Colléaux, coordinatrice du projet CYBIAH.

Quels constats sont à l'origine de ce projet ?

Le Campus cyber a mené une investigation pour comprendre pourquoi les PME franciliennes ne s'emparent pas de la question de la cyber sécurité. Cette enquête a révélé qu'elles ne savent pas par où commencer, qu'elles manquent de capacités financières et humaines et qu'elles ont du mal à percevoir le risque. Enfin, les PME ne font pas confiance aux prestataires du marché, qui ne leur

proposent que des offres standardisées. L'objectif de CYBIAH est donc d'aider les PME d'Île-de-France à franchir le pas de la cyber sécurité, d'autant que l'Union européenne va prochainement imposer une nouvelle réglementation en la matière.

Quel accompagnement leur proposez-vous ?

Le dispositif que nous déployons s'inscrit dans une relation de proximité et de confiance avec les PME du territoire, à qui nous dédions un expert cyber, pour que chacune ait son coach. À partir de là, plusieurs étapes, sans reste à charge pour les entreprises, permettent d'évaluer leur vulnérabilité, de poser un diagnostic et de faire des préconisations adaptées à la situation. Nous donnons aussi aux PME la possibilité de tester des solutions avant de les acheter et nous leur proposons une cartographie des dispositifs financiers à leur disposition. À chaque étape, notre expert s'adapte aux attentes et aux capacités de financement de chaque PME.

Comment communiquez-vous auprès des PME ?

Avec Paris Ouest La Défense, nous organisons des « focus groups », avec une dizaine d'entreprises d'un même secteur, pour qu'elles réfléchissent ensemble à l'intérêt de s'embarquer dans le parcours. Toutes les entreprises intéressées peuvent nous contacter via notre site Internet.

* La commission européenne subventionne 200 pôles européens d'innovation numérique (European Digital Innovation Hub), dont seize sont implantés en France.



TOUJOURS MIEUX APPRÉHENDER LES RISQUES CYBER

Convaincue de la nécessité de participer à la structuration et l'animation de la filière cyber, la Région Île-de-France a décidé de soutenir à hauteur de 2 millions d'euros la création du Campus Cyber La Défense, inauguré en février 2022. Les enjeux cyber sont prioritaires pour la Région. La cybersécurité représente un des axes majeurs de la stratégie IMPACT 2028, et constitue un pilier de la politique de défense de souveraineté industrielle et numérique pour les 6 prochaines années. La Région a, à ce titre, déployé un dispositif de financement dédié à la cybersécurité des PME (le chèque cyber) et une plateforme d'assistance (UrgencecyberIDF).

ÉCONOMIE CIRCULAIRE



Promouvoir la transition alimentaire

Transformé en un tiers-lieu dédié à l'économie sociale et solidaire (ESS), le Château de Nanterre accueille majoritairement des acteurs d'une alimentation responsable. Parmi eux, l'entreprise United Kitchen qui fait mijoter, dans un même plat, respect de l'environnement, droit social et bien-être. Récit.

Tout a commencé il y a six ans, quand Armelle Delaage, en quête de sens, décide de changer de vie professionnelle, pour défendre sa vision d'une alimentation responsable. Avec son mari, elle crée United Kitchen et son « food lab partagé » : « Comme dans un espace de coworking, où des salariés partagent salles de réunion et imprimantes, imagine la co-fondatrice, les traiteurs et restaurateurs peuvent louer un plan de travail, un four ou une chambre froide. » Résultat : en six ans, 300 structures y ont expérimenté formules et recettes, en limitant leurs

frais d'investissement. Voire même de fonctionnement puisque c'est United Kitchen qui doit aujourd'hui assumer la hausse des coûts de l'énergie.

Parallèlement à cette première activité, les fondateurs ont lancé une offre de traiteur, basée sur une production locale. « Nous voulons placer la transition alimentaire au cœur des événements d'entreprise », insiste Armelle Delaage. Produits de saison, livraison électrique, lutte contre le gaspillage : à ces engagements environnementaux s'ajoutent une dimension sociale (pour aider les acteurs locaux) et un objectif de bien-être. « On baisse de 30 % la part du sucre dans nos productions et on propose des alternatives sans gluten et végétales, note celle qui dirige aujourd'hui une équipe de quinze personnes. Nos recettes sont à la fois savoureuses et bonnes pour le corps. » Depuis peu, United Kitchen, qui a étendu son emprise au Château de Nanterre, ajoute une troisième corde à son arc, en organisant sur place événements et séminaires, qui respectent tous les engagements de l'entreprise.

SANTÉ



Joindre l'utile à l'agréable

Confiné avec des adolescents rivés à leur écran, Grégoire Le Masne de Chermont a imaginé Citygem, une application gratuite de découverte touristique. Deux ans après son lancement, celle-ci s'est enrichie d'un volet santé. Portrait d'un entrepreneur en recherche permanente d'innovation.

Curieux de découvrir son environnement culturel, Grégoire Le Masne de Chermont n'a jamais pour autant aimé se plonger dans les guides touristiques. Pas le temps. Pas le goût non plus pour le ton « ennuyeux » de leurs textes. Particulièrement attiré par les lieux atypiques, cet ancien salarié des télécoms a eu l'idée de faire découvrir les petites pépites qui se cachent dans les recoins des villes. C'est comme ça qu'il a imaginé l'application Citygem, lancée en mars 2021 avec Margot de Manheulle, sa voisine. « Notre premier objectif était d'aider les gens à prendre conscience des merveilles qui les entourent, explique-t-il. Puis, nos utilisateurs nous

ont expliqué qu'ils se servaient aussi de l'application pour marcher. »

D'analyse d'un secteur dominé par les applications sportives en rencontres avec le milieu médical, les associés, qui ont été accompagnés par le Catalyseur et la BPI, se sont aperçus que peu d'outils existaient pour les simples marcheurs, alors que l'activité est très bénéfique pour prévenir de nombreux maux.

L'application, à laquelle travaillent aujourd'hui dix personnes, « s'appuie sur la notion de plaisir », souligne Grégoire Le Masne de Chermont. Pour aider ceux qui ont du mal à se mettre en mouvement ».

Avec quelque 500 parcours et 8 000 points d'intérêt recensés, dans 100 villes françaises, Citygem comptabilise quelque 50 000 utilisateurs. Déjà en gestation, la prochaine version proposera des sorties sur mesure, adaptées aux conditions physiques et à l'agenda de l'utilisateur. Elle vient de remporter l'appel à projets « Innovation, activités physiques et sportives », lancé par la Ville de Paris, à l'occasion des JOP.

